

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi matin, 24 janvier 2018

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

48 2017.RRGR.357 Motion 124-2017 Masson (Langenthal, PS)

Nouvelle technologie: installations de stockage d'énergie – le canton de Berne est-il prêt à montrer la voie?

N° de l'intervention: 124-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.06.2017
Déposée par: von: Masson (Langenthal, PS)
(porte-parole)
Hässig Vinzens (Zollikofen, PS)
Cosignataires: 17
N° d'ACE: 1112/2017 du 25 octobre 2017
Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

Nouvelle technologie: installations de stockage d'énergie – le canton de Berne est-il prêt à montrer la voie?

Le Conseil-exécutif est chargé d'élaborer, en impliquant tous les acteurs clés, une stratégie cantonale en matière de stockage de l'énergie et de soumettre un bref rapport synthétisant les opportunités et les défis que représente cette filière pour le canton.

Le rapport développera notamment les points suivants:

1. Comment le canton veut-il / peut-il se positionner?
2. Comment le canton peut-il créer des conditions générales propices pour les différents acteurs?
3. Les projets en lien avec le stockage d'énergie peuvent-ils bénéficier de mesures d'incitation financières?

Développement:

Le stockage d'énergie est considéré comme le grand enjeu dans le domaine de l'approvisionnement électrique. L'expression regroupe principalement le développement, la construction et la mise en service de moyens de stockage destinés à accroître l'autonomie énergétique, notamment par l'installation de panneaux solaires, et à contribuer largement à une plus grande stabilité du réseau électrique.

Aujourd'hui, on peut facilement équiper les maisons individuelles d'accumulateurs de petite envergure. Par ailleurs des installations présentant une capacité de stockage de 80 mégawatts et pouvant alimenter quotidiennement en électricité près de 2500 foyers sont déjà en fonction.

Au vu de l'essor fulgurant qu'elles connaissent, il ne fait aucun doute que ces solutions de stockage présentent un intérêt considérable pour l'ensemble des parties prenantes. Il n'est pas exclu que la création de nouveaux marchés en découle. Elles ont en tous les cas un effet positif sur le plan de la consommation durable et sont clairement en accord avec la stratégie énergétique cantonale, qui a pour but d'encourager la gestion parcimonieuse des ressources et l'utilisation accrue des énergies renouvelables.

D'après le rapport publié par l'OFEN le 12 décembre 2013, le stockage d'énergie sera nécessaire après 2020, en particulier pour les réseaux électriques basse tension en zone rurale. Même si le besoin reste pour le moment faible, il progresse en raison de la hausse considérable, d'ici à 2050, de la production à partir de sources d'énergie renouvelables.

Il arrive que l'ensemble du système produise trop. Or ces excédents temporaires ne peuvent être accumulés par pompage ni exportés. A ce sujet, il convient de noter que la fabrication de cellules photovoltaïques en Suisse est étroitement liée à la production d'installations solaires en Allemagne.

En règle générale, les périodes de surproduction de la Suisse coïncident avec celles de l'Allemagne, ce qui réduit considérablement le potentiel d'exportation.

A long terme, il y a de très bonnes raisons de promouvoir spécifiquement les technologies de stockage, notamment parce que les gains pouvant être réalisés par les accumulateurs (décentralisés) ne suffiront pas, sur le marché de l'énergie, à dégager les marges contributives nécessaires au financement des coûts du capital. Autrement dit, d'après l'OFEN, si le règlement est maintenu tel quel, les accumulateurs décentralisés ne présenteront à l'avenir toujours pas d'intérêt (suffisant) pour les investisseurs.

Il convient d'étudier s'il est censé que chaque maison individuelle se dote d'un dispositif de stockage ou s'il est plus productif de soutenir la mise en place au niveau local d'accumulateurs plus importants qui desserviront un plus grand nombre de ménages/villages, et de déterminer quelles conditions générales le canton peut mettre en place sur le plan financier pour les divers acteurs. Face aux défis à venir, il apparaît important d'élaborer une stratégie/planification en la matière.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif estime lui aussi que le stockage d'énergie est appelé à jouer un rôle-clé à l'avenir. Les spécialistes de l'énergie au sein de l'administration cantonale suivent avec un grand intérêt les développements prometteurs en la matière, et sont conscients des défis qu'ils impliquent. Les instruments pour la planification énergétique du canton sont fixés dans la loi cantonale sur l'énergie. La stratégie énergétique (de 2006) en constitue l'élément central; le Conseil-exécutif la révisé régulièrement et édicte périodiquement des plans de mesures en vue d'assurer sa mise en œuvre. Les éventuelles adaptations de la stratégie énergétique, de même que des rapports réguliers sur l'état de sa mise en œuvre et sur les programmes de mesures actuels, sont portés à la connaissance du Grand Conseil. Ces informations ont été communiquées la dernière fois lors de la session de novembre 2015, et comprennent les programmes de mesures jusqu'à 2018.

Les développements porteurs d'avenir dans le domaine du stockage d'énergie constituent l'un des éléments à prendre tout particulièrement en compte dans le cadre de la prochaine révision de la stratégie énergétique cantonale et de la planification des mesures à partir de 2019. L'adaptation éventuelle de la stratégie énergétique en accord avec l'essor fulgurant que connaissent effectivement ces technologies, et l'intégration d'une promotion ciblée du stockage d'énergie dans les prochains plans de mesures déjà dépendront des évolutions futures en la matière. Cela étant, le Conseil-exécutif est prêt à proposer l'adoption de la motion sous forme de postulat. En revanche, l'élaboration d'une stratégie séparée pour le stockage d'énergie irait à l'encontre de la systématique de la loi cantonale sur l'énergie.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Wir kommen zum Traktandum 48, einer Motion. Der Regierungsrat ist bereit, diese als Postulat entgegenzunehmen. Wir führen eine freie Debatte. Die Motion wurde von Grossrat Masson eingereicht und wird jetzt durch Grossrätin Hässig vertreten. Sie hat das Wort.

Kornelia Hässig Winzers, Zollikofen (PS). Ich bin eigentlich Mitmotionärin, aber dies ist ein Detail. Ich möchte es vorwegnehmen: Wir sind damit einverstanden, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Weshalb haben wir zwei ähnliche, voneinander unabhängige Vorstösse eingereicht? Die Thematiken Speichertechnologien und Netzstabilität sind eben aktuell und brennen unter den Nägeln. Elektrischer Strom wird zu einem Schlüsselthema des nächsten Jahrzehnts werden. Der Umbau vom fossilen ins elektrische Zeitalter hat begonnen. Es deutet alles darauf hin, dass auch die individuelle Mobilität in zehn Jahren schon ganz anders aussehen wird und insbesondere ein grosser Teil mit elektrischen oder teilelektrischen Antrieben erfolgen wird. Wir müssen die dadurch nötig werdende steigende Stromproduktion schaffen. Dafür sind unsere Dächer und Speichertechnologien wichtige Stützen. Damit das funktioniert, müssen wir uns Überlegungen dazu machen, wie wir das Netz stabil halten. Die Regierung führt in ihrer Antwort denn auch aus, es sei geplant, in der nächsten Umsetzungsplanung der kantonalen Energiestrategie sicher darauf einzutreten. Deshalb sind wir auch mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden. Konkrete Massnahmen im Rahmen dieser kantonalen Energiestrategie sind uns wichtiger als ein riesiger Papiertiger in Form eines Berichts, der dann doch nichts beinhaltet. Wir warten also gespannt auf die Schlüsse und die Massnahmen, die der Kanton uns im Jahr 2019 vorlegen wird. Das dauert ja nicht mehr lange.

La présidente. Das Wort haben die Fraktionen. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrat Rüeegsegger.

Hans Jörg Rüeegsegger, Riggisberg (UDC). Die SVP-Fraktion ist froh, dass die Motion in ein Postulat umgewandelt worden ist, ist aber derselben Meinung wie die Regierung, dass das betreffende Thema in Zukunft sehr wichtig sein wird. Wir müssen aber weder einen Bericht noch eine zusätzliche Strategie veranlassen oder überprüfen. Es reicht völlig, wenn diese Punkte bei der nächsten Überprüfung des kantonalen Energiegesetzes (KE nG) aufgegriffen und bearbeitet werden. Deshalb wird sich die SVP-Fraktion grossmehrheitlich gegen ein Postulat stellen; es gibt auch einige Enthaltungen.

La présidente. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Jordi das Wort.

Stefan Jordi, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist klar der Meinung, dass der Speicherung von Energie in Zukunft eine Schlüsselrolle zukommen wird. Es ist uns schleierhaft, weshalb man sich hier gegen eine Überprüfung der kantonalen Strategie ausspricht hinsichtlich der Frage, wie der Kanton die Entwicklung oder die Frage der Energiespeicherung lösen will. Die Stromunternehmen und auch der Kanton Bern via Steuern und Wasserzins haben lange Jahre, sogar Jahrzehnte mit den Stauseen als Energiespeicherkraftwerke guten Profit gemacht und teilweise auch davon gelebt. Heutzutage rentieren diese scheinbar nicht mehr, sodass man Motionen überweisen muss – vergleiche die vorherige –, damit die Stauseen und Kraftwerke in Schweizer Hand bleiben. Ich war auch dafür. Aber nebst dem Heimatschutz müssen wir mit diesem Vorstoss auch deutlich in die Zukunft gehen respektive diese planen und die heutigen Entwicklungen antizipieren. Die Batterien von heute werden durch den technologischen Wandel und ihre Entwicklung zu den Stauseen der Energie von morgen. Wir bitten den Grossen Rat, die Innovationskraft des Kantons Bern zu unterstützen und dieses hierfür exemplarische Postulat anzunehmen. Besten Dank für die Unterstützung.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Ich kann es vorwegnehmen: Wir unterstützen dieses Postulat. Ich möchte auch der Verwaltung noch einige Dinge mit auf den Weg geben und auf meinen Vorredner Bezug nehmen. Es besteht immer die Gefahr, dass man die Wasserkraft als Grossspeicher, der vor allem auch für die saisonale Speicherung nützlich ist, und die lokale dezentrale Speicherung gegeneinander ausspielt. Ich glaube, dass dies gefährlich ist, weil es beides braucht. Es braucht sowohl die grossen als auch die dezentralen Speicher für ein erneuerbares Energiesystem, das funktioniert. Bezüglich der Forderungen im Postulat in Ziffer 3 ist von finanziellen Anreizen die Rede. Dieser Punkt war bereits im vorhergehenden Vorstoss, der dann zurückgezogen wurde, unter Ziffer 2 enthalten.

Betreffend die steuerlichen Anreize hat die Regierung gesagt, sie habe keine Möglichkeiten dazu. Wir sehen das etwas anders. Es gibt sehr wohl Möglichkeiten, gerade, was lokale Batterien in Gebäuden anbelangt. Da hat man nämlich die Möglichkeit festzulegen, ob man die Batterie als Teil des Gebäudes sieht und sie entsprechend beim Eigenmietwert berücksichtigt oder nicht. Hier hat der Kanton sehr wohl Möglichkeiten, finanzielle Anreize zu schaffen, indem die Batterie eben nicht zum Eigenmietwert hinzugezählt wird, weil sie mobil ist. Ob sie da steht oder in einem Auto installiert ist, spielt dann keine Rolle mehr. Insofern hätte die bernische Steuerverwaltung durchaus Möglichkeiten, finanzielle Anreize zu setzen. Ich bitte die Verwaltung, diesen Aspekt bei der Überarbeitung der Strategie in ihre Überlegungen aufzunehmen. Wie die Postulantin bereits gesagt hat, wollen wir aufgrund dieses Postulates auch keinen zusätzlichen Bericht als grossen Papiertiger auslösen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die BDP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss als Postulat. Wir sind ebenfalls der Meinung, es solle nicht viel Aufhebens daraus gemacht werden, damit nicht irgendein 50-seitiger Bericht erstellt werden muss. Im Zuge der anderen Förderungsmassnahmen kann diese Massnahme jedoch auch aufgenommen werden, um sie umzusetzen. Ein Entgegenkommen auf steuerlicher Seite, wie es mein Vorredner erwähnt hat, wäre auch kein Fehler.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Wenn wir unsere Energieversorgung auch künftig sicher, stabil, übers ganze Jahr und möglichst unabhängig sichern wollen, müssen innovative Technologien geprüft und gefördert werden, damit beispielsweise überschüssige Sommerenergie für den Winter gespeichert werden kann. Die EDU-Fraktion unterstützt das Anliegen als Postulat.

La présidente. Gibt es weitere Fraktionen, die sich äussern möchten? Wünschen Einzelsprecherinnen, Einzelsprecher das Wort? Wir führen eine freie Debatte, aber es möchte sich niemand mehr äussern. Ich frage die Regierungsrätin, ob sie dazu sprechen will. – Das ist der Fall. Sie erhält das Wort.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Nur ganz kurz an alle, welche auch das Postulat, in welches die Motion umgewandelt worden ist, ablehnen wollen. Wir überprüfen die kantonale Energiestrategie so oder so. Dies ist in der Energiestrategie alle vier Jahre vorgesehen. Im nächsten Jahr wird die Überprüfung wieder beginnen. Das ist ein üblicher Prozess, den der Grosse Rat schon mehrmals mitgemacht hat. Im Rahmen dieser Überprüfung werden wir, wie in unserer Antwort beschrieben, auch neue Technologien mit Energiespeicher prüfen und schauen, was diesbezüglich getan werden kann. Ich glaube, Sie vergeben sich nichts, wenn Sie hier ein Postulat unterstützen.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motion ist in ein Postulat umgewandelt worden. Wer die Motion als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 95

Non 34

Abstentions 5

La présidente. Das Postulat ist überwiesen worden mit 95 Ja- gegen 34 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.